



Novembre, 2013

Sommaire

SOCIETE

► **The least developed countries: Growth with employment for inclusive and sustainable development**

(P.1-2)

► **How's life? Measuring well-being**

(P. 2-3)

SCIENCES & TECHNIQUES

► **Lions go digital: The Internet's transformative potential in Africa**

(P. 2-3)

ECONOMIE

► **Rapport sur le commerce mondial : Facteurs déterminant l'avenir du commerce mondial**

(P.3- 4)

ENVIRONNEMENT

► **The Carbon Budget**

► **Repenser les villes dans la société post-carbone**

(P. 4-5)

POLITIQUE

► **EU Terrorism Situation and Trend Report**

(P.5-7)

Contact :

Institut Royal des Etudes Stratégiques
Avenue Azzaitoune, Hay Riad
Rabat 10100, Maroc
Tél. : +212 (0) 537 71 83 83
Fax : +212 (0) 537 71 37 99
Email : contact@ires.ma

◆◆◆◆◆ SOCIETE

► **The least developed countries: Growth with employment for inclusive and sustainable development/** La Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED), 2013

Source: http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/ldc2013_en.pdf

Tags : | Société | PMA | Croissance | Emploi | Développement durable | OMD |

Selon ce rapport, publié par la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED), le taux de la population jeune en âge de travailler accroît annuellement d'environ 16 millions en moyenne, précisément dans les pays les moins avancés (PMA). Dans cette perspective, la CNUCED recommande aux gouvernements de ces pays de réaliser une forte expansion de l'emploi, intégrée au cœur des politiques de développement afin de les mettre en garde contre les flux migratoires mondiaux où l'instabilité sociale et politique ne pourrait que s'amplifier.

L'expansion démographique constitue un véritable défi des PMA. Plus de 60% de leur population globale est âgée de moins de 25 ans. Un taux qui devrait doubler à l'horizon 2050 pour atteindre 1,7 milliard de personnes. L'objectif le plus ambitieux, pour ces pays, est non seulement d'absorber les nouveaux arrivants sur le marché du travail, mais, également, de générer plus de 160 millions d'emplois d'ici 2020.

Le rapport met en relief les grandes tendances qui ont marqué les PMA. La croissance, bien que forte entre 2000 et 2012, n'a généré qu'une progression de création d'emploi de 2,9 % par an dans ces pays.

Le secteur agricole demeure le principal pourvoyeur d'emplois et de revenus dans les PMA. Il devrait représenter 63 % à l'horizon 2018, contre 71% de l'emploi total dans ces pays en 2000. Sur la même période, la contribution de l'industrie dans la création de l'emploi devrait passer de 7% à 10% et celle du secteur des services, de 22% à 27%.



Le rapport souligne que l'inégalité de la croissance et le nombre insuffisant d'emplois productifs est un réel problème des PMA, affectant de ce fait la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et le développement durable et équitable.

Pour pallier aux problèmes de la pauvreté et accroître la croissance dans ces pays, la CNUCED recommande aux gouvernements des pays les moins avancés (PMA) d'exploiter rationnellement les ressources stratégiques et rompre avec les politiques traditionnelles en privilégiant les mesures en faveur d'une croissance équitable.

How's life? Measuring well-being / L'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE), 2013
Source: http://www.keepeek.com/Digital-Asset-Management/oced/economics/how-s-life-2013_9789264201392-en

Tags : | Société | Bien être | Croissance | Emploi | Développement durable | Crises |

La crise économique mondiale s'est répercutée inéluctablement sur le bien-être des populations avec une hausse remarquable du taux du chômage et une perte importante de revenus influant ainsi la perception du bien-être par les individus et leur confiance dans leurs gouvernements et leurs institutions.

L'étude de l'OCDE rappelle que la perception du bien-être s'est dégradée dans les pays les plus touchés par la crise. Le niveau global de satisfaction dans les pays de l'OCDE s'évalue de 0 à 10. Entre 2007 et 2012, la satisfaction à l'égard de la vie s'est détériorée à un niveau inférieur à 5.5 en moyenne (plus de 20% en Grèce, 12% en Espagne et de 10% en Italie). Toutefois, les scores sont élevés à 7.5 en Islande, en Norvège, en Suède et en Suisse.

L'étude souligne, également, que la confiance des citoyens, appartenant à la zone euro, vis-à-vis de leurs gouvernements, est la plus affectée par la crise. Le taux de personnes ayant confiance dans les pouvoirs publics a baissé de 10 points ces cinq dernières années. Tandis que dans la zone OCDE, moins de la

moitié des citoyens interrogés affirment leur confiance dans leurs gouvernements.

La mesure du bien-être dans les États de l'OCDE permet de déterminer le coût humain de la crise. Un équilibre ajusté entre les besoins et les opportunités affecte considérablement le degré d'engagement au travail. A titre d'exemple, en Europe, 50% des employés se plaignent des modes de fonctionnement des systèmes organisationnel et relationnel. Ils soulignent que leur emploi porte atteinte à leur santé et favorise l'accumulation de stress, alors que seulement 15% d'eux jouissent de conditions propices.

L'écart entre les sexes aux milieux de travail au profit des hommes persiste toujours. L'étude souligne que les femmes accusent encore du retard en termes de revenus par rapport aux hommes. Aujourd'hui, les filles se classent plus généralement les « premières » au niveau de l'enseignement et réalisent, en moyenne, de meilleurs résultats à l'école que les garçons mais leur représentativité dans les secteurs qui offrent de meilleures possibilités d'emploi reste encore faible. Par ailleurs, de nouvelles formes de solidarité ont jailli dans ce contexte de crise : Les réseaux personnels et informels se sont développés en faveur des pauvres et les plus démunis. Le lien social, familial surtout, est devenu de plus en plus une source indubitable de soutien et constitue un filet de sécurité indispensable.

Enfin, l'étude rappelle le rôle important des politiques économiques dont la principale mission est d'améliorer la vie des populations. Il s'agit de repenser et prendre en considération les besoins des citoyens et faire du bien-être un enjeu de l'action publique.





SCIENTES & TECHNIQUES

► **Lions go digital: The Internet's transformative potential in Africa/McKinsey Global Institute (MGI)/**
 McKinsey Global Institute (MGI), 2013
 Source: http://www.mckinsey.com/insights/high_tech_telecoms_internet/lions_go_digital_the_internets_transformative_potential_in_africa

Tags : | Techniques | Technologie | Internet | Numérique | NTIC | PIB | Afrique |

Selon ce rapport, élaboré par McKinsey Global Institute (MGI), les Etats africains peuvent être scindés en quatre grandes classes, en fonction de leur aptitude à bénéficier des retombées de la révolution numérique sur le continent. Ils se classent en leaders, suiveurs, émergents et les sous-classés.

Le rapport considère que l'internet pourrait apporter une forte contribution au PIB de l'Afrique et s'élèverait de ce fait de 18 milliards de dollars aujourd'hui à 300 milliards de dollars à l'horizon 2025. Toutefois, la vague numérique est appréhendée différemment d'un territoire à un autre. Le rapport présente un indice qui permet d'évaluer la contribution d'internet sur le PIB, notamment à travers des activités relatives à la création et à l'utilisation de l'internet dans quatre grandes catégories : *la consommation privée, les dépenses publiques, l'investissement privé et la balance commerciale*. Il s'agit de l' "indice des piliers d'internet"(i5F).

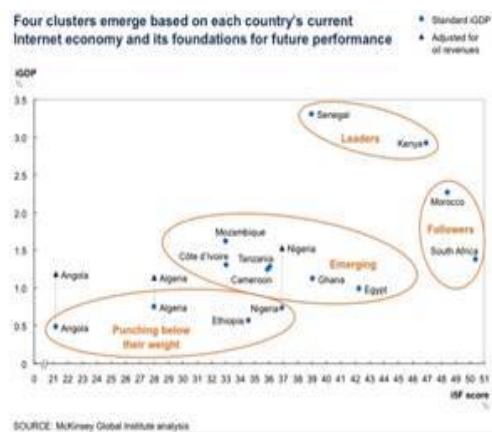
Devenu un des moteurs de l'économie mondiale, l'internet, à l'échelle du continent africain, représente une contribution indéniable sur le PIB (1,1%), contre une marge de 1,9% dans les pays émergents et de 3,7 dans les pays développés.

Le rapport a retenu un échantillon composé de 14 économies africaines, représentant en moyenne 90% du PIB de l'Afrique. La contribution d'internet au PIB (%) dans les pays africains se présente comme suit : le Sénégal (3,3%), le Kenya (2,9%), le Maroc (2,3%), le Mozambique (1,6%), l'Afrique du Sud (1,4%), la Côte d'Ivoire (1,3%), la Tanzanie (1,3%), le Cameroun (1,2%), le

Ghana (1,1%), l'Égypte (1%), l'Algérie (0,8%*), le Nigeria (0,8%*), l'Éthiopie (0,6%) et l'Angola (0,5*).

Le secteur des NTIC représente un grand levier de croissance pour l'économie dans le Sénégal et le Kenya. Ceci s'explique, entre autres, par la stratégie nationale mise en œuvre dans ces deux pays. D'ailleurs, le rapport rappelle que l'État sénégalais a été l'un des premiers sur le continent africain à mobiliser un investissement important dans la fibre optique et à élargir l'accès et la diffusion d'Internet auprès de tous les utilisateurs via les cybercafés. Par ailleurs, la part des ressources attribuées par le Kenya et le Sénégal dans l'adoption des TIC dans l'éducation, l'administration publique et les soins de santé est colossale.

Quant au Maroc et l'Afrique du Sud, ces deux pays sont considérés comme étant des "suiveurs" et ce pour la modeste part accordée par l'État à la stratégie numérique et aux NTIC. Le classement des pays africains repose sur cinq critères : Une stratégie nationale en faveur des TIC, la qualité des infrastructures, un environnement sain et propice pour les entreprises, le capital financier du pays et la présence d'une main d'œuvre qualifiée.



Source : MGI

(*) En tenant compte du poids des exportations d'hydrocarbures, la contribution d'internet au PIB de l'Algérie, du Nigeria et de l'Angola atteint respectivement 1,1%, 1,5% et 1,2% du PIB.





ECONOMIE

► Rapport sur le commerce mondial : Facteurs déterminant l'avenir du commerce mondial/Organisation

Mondiale de Commerce (OMC), 2013

Source :

http://www.wto.org/french/res_f/booksp_f/world_trade_report13_f.pdf

Tags : Economie | Commerce | Démographie | Technologie | R&D | Coût énergie | Transport

Ce rapport, publié par l'Organisation Mondiale du Commerce, met en relief les grandes tendances qui façonneraient le commerce mondial à l'horizon 2050. Le rapport a identifié une série de facteurs déterminant le futur du secteur de commerce. Il cite : la démographie, la technologie, les investissements, les ressources naturelles alternatives, le coût des transports et les institutions.

S'agissant de la démographie, le rapport met l'accent sur la diversité des phénomènes susceptibles de modifier les rapports des individus au secteur du commerce. Le vieillissement des populations, notamment des pays développés, contribuerait à une augmentation significative des services relatifs à la santé et au transport. Aussi, l'urbanisation et la migration seraient-elles des facteurs qui bouleverseraient l'organisation du secteur du commerce. En outre, le rapport précise que le travail de plus en plus important des femmes modifierait les avantages comparatifs intra et inter pays.

Quant à l'évolution technologique, le rapport souligne que l'essor des progrès technologiques et l'intensité de l'innovation pourraient bouleverser le secteur du commerce en permettant aux différents pays d'acquérir leurs propres unités de production.

Les dépenses R&D se sont accrues en faveur du secteur des services. Dans ce sens, les investissements relatifs aux infrastructures pourraient favoriser la dynamique du commerce. A titre d'illustration, le rapport précise que les pays qui doubleront leurs réseaux routiers pourraient augmenter leur commerce de 13%. L'investissement à l'horizon

2050, serait déterminé par les comportements d'épargne des ménages. Aujourd'hui, l'épargne mondiale est principalement alimentée par les pays à moyen revenus notamment des pays asiatiques, du Moyen-Orient et du Maghreb.

L'augmentation du coût de l'énergie et la raréfaction des ressources naturelles transformeraient le commerce de demain. A ce titre, le rapport cite que les avancées des techniques d'extraction du gaz de schiste aux Etats-Unis d'Amérique modifieraient la structure du commerce pétrolier à l'échelle internationale.

Le coût du transport des biens aurait un impact au niveau du commerce mondial. L'augmentation du coût de l'énergie serait déterminante en termes de l'évolution des prix des transports.

Enfin, le rapport conditionne l'évolution du secteur du commerce au niveau mondial par la mise en place des politiques environnementales ainsi le recours à des mesures prudentielles pour éviter de nouvelles crises économiques et financières. Les frontières demeurent une entrave majeure pour le commerce, contribuant à réduire de 30% les flux d'importation et d'exportation entre les pays.



ENVIRONNEMENT

► The Carbon Budget / Global Carbon Project

Source : <http://www.earth-syst-sci-data-discuss.net/6/689/2013/essdd-6-689-2013.pdf>

Tags : Environnement | Changement climatique | Réchauffement climatique | Post-carbon | CO2

La publication de ce rapport coïncide avec les négociations tenues à Varsovie, en Pologne, avec pour but de signer un pacte international de réduction des émissions mondiales de gaz à effet de serre prévue en 2020.

Selon ce rapport, publié par the Global Carbon Project, consortium scientifique conduit par l'Université d'East Anglia, au Royaume-Uni, les émissions de gaz à effet de



serre, provenant de la combustion des carburants fossiles, devraient grimper à 36 milliards de tonnes à la fin de 2013, soit une hausse de 2,1% par rapport à l'année dernière, et ce en dépit des engagements des gouvernements pour réduire les émissions associées au réchauffement climatique.

Les estimations pour cette année représentent une élévation de 61% depuis 1990, l'année de référence pour le Protocole de Kyoto de l'ONU et qui constitue le seul accord mondial qui place des seuils astreignants sur les émissions nationales de gaz à effet de serre (CO₂).

La Chine demeure en tête des nations émettrices de CO₂. De 2005 à 2012, la Chine est désormais deux fois plus que les États-Unis au titre du bilan carbone mondial. En 2012, les trois premiers émetteurs mondiaux de CO₂ ont été la Chine (27%), suivie des États-Unis (14%) et de l'Union européenne (10%).

Quant à l'émission par personne, la Chine est loin derrière les États-Unis (*un Américain émettant en moyenne 16 tonnes de carbone, annuellement, contre 7 pour un Chinois*). De plus, les États-Unis et la Chine ne sont pas signataires du protocole de Kyoto visant la réduction annuelle de 5,5% des émissions de gaz à effet de serre sur la période 2008-2012 par rapport à 1990.

Le charbon est la source d'énergie fossile la plus polluante. Il représente 43% de l'ensemble des émissions de carbone, contre 33% pour le pétrole et 18% pour le gaz. La Chine, grande consommatrice et productrice de charbon au monde, a ainsi enregistré une croissance de son empreinte carbone de 6% en une année. Quant aux États-Unis, qui se sont tournés vers l'exploitation du gaz de schiste depuis une décennie, les émissions émanant du charbon ont considérablement baissé d'environ 10%.

Enfin, le rapport souligne que les émissions de gaz à effet de serre devraient considérablement baisser afin de limiter les conséquences (inondations extrêmes, sécheresses et tempêtes etc.) du changement climatique mondial.

► **Repenser les villes dans la société post-carbone** / Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) et la mission prospective du ministère de l'Écologie-France, 2013

Source: http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/Repenser_les_Villes_dans_la_societe_post-carbone-2.pdf

Tags : Environnement | Villes | Post carbone | Changement climatique | Scénarios | Prospective |

Ce rapport étudie les différents liens existants entre villes, énergie et climat permettant une transition réussie vers une société post-carbone à l'horizon 2050.

La transition énergétique pourrait constituer l'outil phare de la politique énergétique de demain. L'étude souligne que toutes les villes européennes, à l'horizon 2050, devraient réduire par quatre leurs émissions de gaz à effet de serre afin de contenir le phénomène du réchauffement climatique. La composante du développement durable est primordiale à la définition de cette nouvelle ère de la « ville post carbone ».

La réussite de la transition énergétique et climatique vers une société bas-carbone est tributaire d'une véritable implication des villes énergivores. De plus, les villes d'aujourd'hui abritent déjà plus de la moitié des populations mondiales, soit environ 3,5 milliards de citoyens et représentent de ce fait les deux tiers de l'utilisation d'énergie et de la consommation surélevée de combustibles fossiles. En 2050, l'effectif de la population urbaine devrait atteindre 6 milliards et demi. Répondre aux besoins croissants des populations en énergie, sans accroître l'intensité des phénomènes climatiques dus au changement climatique, serait l'un des défis majeurs à cet horizon.

A l'horizon 2050, la valeur totale de consommation énergétique serait divisée par deux par rapport à 2010, couplée à une introduction massive des énergies renouvelables dans tous les vecteurs (électrique, chaleur, gaz...) pour enfin atteindre une part du nucléaire réduite à 50%.



L'étude propose six scénarios caractérisant l'ère de ville « post carbone ». Il s'agit de :

Scénario 1 : Attentisme intelligent :

Ce premier scénario est relatif à la mise en place de politiques qui entraîneraient des bénéfices permettant ainsi de réduire la priorité accordée aux problématiques climatiques.

Scénario 2 : Créativité carbone : Ce scénario prévoit que l'innovation et la créativité économique seraient avantagées par la mise en place effective d'une fiscalité carbone importante.

Scénario 3 : Nouvelles infrastructures climatiques et énergétiques :

Ce scénario est caractérisé par une renaissance urbaine qui passe par la rénovation énergétique afin de tirer profit en termes de croissance, d'emploi, d'économies d'énergie, etc.

Scénario 4 : BIOPOLIS : Ce scénario prévoit que les ressources naturelles seraient au service de l'autonomie énergétique et les mesures d'adaptation au changement climatique avec un certain engagement dans des politiques volontaristes de valorisation de l'espace et des ressources dans une perspective d'autonomie et de « ménagement écologique ».

Scénario 5 : La ville contenue : Dans une perspective de développement durable, les collectivités territoriales, tirant parti d'un cadre institutionnel et fiscal favorable, s'engageraient dans des politiques ambitieuses d'organisation de leur espace et de la mobilité, devant permettre de relocaliser les activités pour tracer les contours d'une ville plus dense, structurée et accessible.

Scénario 6 : Urbanité sobre : Le sixième scénario est d'accompagnement des transformations des modes de vie et de consommation, puis des modèles de développement dans la perspective de villes plus sobres, plus résilientes en mesure de satisfaire un désir renouvelé « d'urbanité ».

L'étude défend, dans sa conclusion, un septième scénario qui présente des préconisations susceptibles d'accélérer la transition vers des villes post-carbone à travers une approche intégrée prenant en considération la pluralité des dynamiques de changement possibles, des obstacles à défaire, et des opportunités que celle-ci va représenter pour les territoires urbains, leurs entreprises et leurs habitants dans les prochaines années.

Enfin, l'étude souligne que les villes ont une grande responsabilité pour faire évoluer les questions énergétiques dans leur globalité via notamment leur rôle dans les réseaux internationaux. Il faut toutefois les doter de moyens et offrir un cadre d'action adapté aux territoires.



POLITIQUE

► EU Terrorism Situation and Trend Report / Europol, 2013

Source : <https://www.europol.europa.eu/content/te-sat-2013-eu-terrorism-situation-and-trend-report>

Tags : Géoolitique | Terrorisme | Tendances | Europe |

Le présent rapport publié par Europol, l'Agence Européenne chargée de lutter contre la criminalité organisée, met en exergue les évolutions majeures enregistrées en matière de terrorisme dans les pays de l'Union européenne.

Plusieurs morts liés au terrorisme ont été enregistrés en Europe ces dernières années. La Bulgarie suivie de la France viennent en tête des pays menacés par les actes terroristes. L'intervention des forces françaises pour apaiser la situation sécuritaire sur la bande du Sahel notamment au Mali ne et l'instabilité en Syrie ne pourraient qu'intensifier les actes de représailles terroristes.

L'étude conclut qu'il est difficile, après trois ans de révoltes de saisir vraiment le sens des revendications liées au printemps arabe et de tracer les contours des scénarios relatifs à l'évolution future de la situation socio-politiques de ces pays. Seule certitude, le monde arabe qui se façonne serait plus diversifié et plus complexe que celui d'aujourd'hui.



L'Internet, ce moyen permettant l'anonymat et la connexion à un auditoire mondial qui peut être abordé de manière ciblée, demeure la plate-forme de communication privilégiée des organisations terroristes. Le développement et l'expansion rapide des médias et réseaux sociaux ont offert de nouvelles possibilités pour un accès instantané et surtout personnalisé des groupes terroristes.

Le rapport souligne que plus de 537 individus ont été arrêtés au sein de 17 pays appartenant à l'Union européenne. Les arrestations prennent de l'ampleur notamment en France, en Irlande et au Pays bas. La majorité des personnes arrêtées sont des jeunes âgées de moins de 30 ans et

ayant la nationalité d'un Etat de l'Union européenne. Les femmes constituent un pourcentage important des personnes arrêtées.

Enfin, le rapport propose une approche de sécurité globale pour l'Union européenne en matière de lutte contre le phénomène du terrorisme. La prévention, la protection, la poursuite et la réponse constituent ainsi les quatre axes de son approche globale. La stratégie sécuritaire adoptée au niveau de l'Union européenne promeut la démocratie, le dialogue et une bonne gestion des affaires publiques pour s'attaquer aux causes de la radicalisation.



INDEX DES TAGS

A

Afrique.....3

B

Bien être2

C

Changement climatique5

CO24

Commerce.....4

Coût énergie4

Crises2

Croissance1, 2

D

Démographie.....4

Développement durable1, 2

E

Economie4

Emploi.....1, 2

Environnement4, 5

Europe6

G

Géoolitique6

I

Internet.....3

M

Monde arabe6

N

NTIC.....3

Numérique.....3

O

OMD.....1

P

PIB.....3

PMA.....1

Politique.....6

Post-carbon4

Prospective5

R

R&D.....4

Réchauffement climatique.....4

S

Scénarios.....5

Société1, 2

T

Technologies4

Tendances.....6

Terrorisme6

Transport4

V

Villes5

